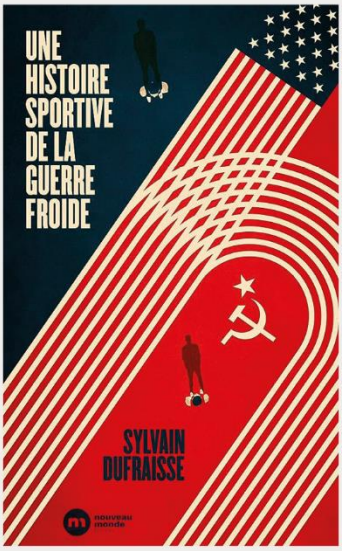
LE SPORT : TERRAIN DE RIVALITÉ DE LA GUERRE FROIDE ?

Entretien réalisé par Lukas Aubin, directeur de recherche à l'IRIS avec

Sylvain Dufraisse / maître de conférences à Nantes Université, spécialiste d'histoire culturelle, sociale et politique de l'Union soviétique, d'histoire du sport et des relations internationales. Auteur de *« Une histoire sportive de la guerre froide »* (Nouveau Monde Eds/2023)

Septembre 2023

L'OUVRAGE



UNE HISTOIRE SPORTIVE DE LA GUERRE FROIDE

(Nouveau Monde Eds)

2023

de Sylvain Dufraisse

PROGRAMME
SPORT& GÉOPOLITIQUE

Élément d'influence, instrument de *soft power*, outil diplomatique, le sport est devenu un élément incontournable des relations internationales. Sous la direction de **Lukas Aubin**, directeur de recherche à l'IRIS, le programme « Sport et géopolitique » propose un suivi et une analyse de l'impact grandissant du sport international. Il s'agit également de rendre compte des différents travaux menés par l'Institut pour le compte d'autorités françaises, européennes ou internationales sur le sport.

---

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

Dans un premier temps, pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Sylvain Dufraisse, maître de conférences à Nantes Université, spécialiste d'histoire culturelle, sociale et politique de l'Union soviétique et d'histoire du sport et des relations internationales. Je travaille actuellement sur deux projets. Le premier projet porte sur la question de l'internationalisation du sport soviétique et en particulier des cadres du sport soviétique. Le deuxième projet concerne plutôt une histoire du quotidien, celle des loisirs en Union soviétique et de l'investissement par le bas des loisirs sportifs. J'ai publié récemment un ouvrage qui s'intitule : « Une histoire sportive de la guerre froide », chez Nouveau Monde Édition. Cet ouvrage a pour objectif d'être une synthèse sur la question du sport pendant la guerre froide, parce que cette question a souvent été abordée sous l'angle de la chronique, c'est à dire des grands matchs, des grands événements, des grandes étapes de la guerre froide, des diplomates en survêtement par exemple. Mais il est difficile d'établir un lien entre tous les éléments. Le projet de ce livre est né d'un manque. On disposait d'informations sur les questions artistiques ou encore sur la question des échanges industriels à travers le rideau de fer, mais il n'y avait pas d'éléments de synthèse sur ce que le sport avait fait à la guerre froide et ce que la guerre froide avait fait au sport. Dans mon ouvrage, j'ai donc essayé de traiter ces deux aspects en observant la guerre froide sous trois dimensions. Premièrement, comme une période qui s'étend de 1947 jusqu'à 1991-1992. Deuxièmement, comme un paradigme, c'est-à-dire comme l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest, entre le capitalisme et le communisme, et également comme un antagonisme qui ne peut pas prendre la forme d'un conflit militaire à cause du recours à l'arme nucléaire et de l'équilibre de la terreur. Cet antagonisme se diffuse dans les sphères culturelle, économique, idéologique et sportive. L'enjeu consistait à analyser la manière dont le sport était devenu une des scènes de la guerre froide. Enfin, il s'agissait de voir la guerre froide comme un récit : comment participe-t-elle à scénariser des compétitions sportives ? Comment a-t-elle été remobilisée par différents acteurs du monde sportif – tels que les promoteurs des compétitions, les dirigeants des instances internationales – qui tout en refusant l'usage politique du sport, trouvaient un avantage à ce que la guerre froide s'étende aux Jeux olympiques. Ce sont donc les trois éléments que j'ai essayé de mettre en scène dans cet ouvrage. J'ai souhaité montrer quels ont été les effets du sport sur la guerre froide, mais surtout comment la guerre froide avait eu des effets sur le sport mondial, c'est-à-dire comment dans cette séquence chronologique, elle participe à la mondialisation du sport et à l'émergence de la question de la compétition, et du sport de performance. La guerre froide participe à la médiatisation et à la diffusion du sport dans la deuxième moitié du 20e siècle. Même les personnes qui étaient opposées au sport de performance ont valorisé le sport de masse et notamment investi des organisations internationales comme l'UNESCO afin de

défendre une vision différente de celle du sport de performance, à cause justement de cet emballement général pour le sport de performance.

Diriez-vous que, jusqu'à présent, que l'on percevait cette guerre froide du sport sous un angle assez caricatural ?

Je ne dirais pas caricatural, je dirais que c'est davantage une question de protagonistes. Qui sont les individus ? À quel niveau des chefs d'acteurs s'est-on intéressés ? Jusque-là la recherche s'est focalisée sur le même niveau. C'est probablement l'une des conséquences du travail des historiens et spécialistes des relations internationales, qui ont commencé par analyser le plus visible, donc les organisations internationales et la politique des États. Et maintenant que, à l'échelle mondiale, il y a un ensemble d'historiens et d'historiennes qui travaillent sur la guerre froide et le sport, on parvient à un grain beaucoup plus fin et à des analyses régionales. Ainsi, en compilant tous ces travaux, cela nous permet d'arriver à nuancer, et préciser les différents protagonistes. Selon moi, ce n'est pas forcément un angle caricatural, c'est un effet de production, c'est-à-dire que ceux qui ont initialement travaillé sur la guerre froide et le sport n'étaient pas forcément des historiens du sport, ils ont travaillé sur la presse, donc par exemple sur le revival américain à travers la victoire en hockey sur glace pendant les Jeux olympiques. On a pu également voir des éléments sur les Jeux olympiques d'Helsinki (1952), mais c'est majoritairement la presse qui a été mobilisée comme source. Deuxièmement, ce sont plutôt les sources provenant des États ou des organisations internationales qui ont été mobilisées, avec à chaque fois des prismes nationaux. Par exemple, au Canada, la question de la guerre froide sportive est davantage envisagée sous l'angle du hockey sur glace. La guerre froide en hockey sur glace pour le Canada débute en 1972. En France, elle est moins visible, ce n'est pas un élément qui va représenter un enjeu. Aux États-Unis, on s'attarde particulièrement sur l'athlétisme, et cela participera à la popularisation de la discipline. En définitive, en fonction des États dans lesquels ont été réalisées ces recherches, ce sont différents aspects de la guerre froide qui ont été mis en avant. Ce qui a également beaucoup marqué les esprits, ce sont les boycotts de 1980 et 1984. Désormais, à l'aune de ce qui a été produit, on peut voir qu'il faut les réinsérer dans une tradition plus longue. Il faut les analyser à partir de ceux de 1976 et de 1978. Il faut aussi prendre en compte l'orientation vers la défense des droits de l'homme donnée par Jimmy Carter qui permet la mise à l'agenda du boycott de 1980. Les travaux plus récents montrent qu'elle s'intègre dans une chronologie plus restreinte. Les Soviétiques avaient dépensé énormément d'argent pour aller remporter des victoires en terre américaine et montrer leur supériorité. Mais c'est parce qu'il y a eu de nombreuses mobilisations autour d'un mouvement qui était tenu par la droite nationale, la

droite religieuse américaine et les défenseurs de l'Ukraine indépendante et des pays baltes indépendants, coalisés dans un groupe appelé Pan de Soviets. Ces groupes-là ont été perçus comme un danger par les services secrets soviétiques parce qu'ils voulaient faire des mobilisations autour des athlètes soviétiques quand ils viendraient, voire éventuellement en enlever quelques-uns. Ces boycotts s'inscrivent dans des chronologies imbriquées et pas uniquement en réponse de l'un à l'autre. L'ambition de cette synthèse consistait à cerner les différentes chronologies et à varier les protagonistes, afin d'observer les conséquences tant au niveau du CIO que des fédérations internationales, mais également de constater ce qu'il se passait sur et en dehors des terrains. Parce qu'il y a un élément qui m'a beaucoup intrigué : comment en URSS, les pratiques qui étaient considérées comme des pratiques impérialistes occidentales ont pu progressivement se diffuser ? Je pensais au bodybuilding ou au yoga qui tient son origine d'Orient et qui a été réinterprété par les États-Unis et l'Europe, des disciplines qui arrivent avec la mouvance New-Age en URSS. Travailler sur la guerre froide permet également d'appréhender les circulations qui passent d'est en ouest et qui sont vues comme une forme de déstabilisation venue de l'Occident.

Avant la période 1941-1945 en Union soviétique, le sport représentait une façon de valoriser l'International rouge du sport, les Spartakiades par exemple. Staline décide d'intégrer le CIO, pour participer à l'ordre du sport, alors qu'il était jugé bourgeois jusqu'à présent. Comment expliquez-vous ce basculement ?

Le basculement est graduel. Il y a une première phase entre 1934 et 1937-1938 durant laquelle il existe un rapprochement avec les fédérations internationales, qui n'est cependant pas suivi d'effets. Cela constitue une prise de contact, mais il faut garder en tête que c'est à partir de là que se produiront des emboîtements de contextes extérieurs-intérieurs. Les orientations vers le sport de haut niveau/de performance s'opèrent en 1934 avec des premières phases d'internationalisation. Par exemple, celui qui devient le président de la Fédération de la section de tir observe les championnats du monde de tir avant-guerre dans l'Italie mussolinienne. Toutefois, le personnel du Comité de culture physique et des sports sera profondément purgé entre 1936-1938 et cela provoquera une forme d'instabilité administrative. Ainsi, les contacts qui ont été noués ne se traduiront pas par des éléments plus concrets, ils ne perdureront pas forcément. Dès 1944, une demande de rapprochement des fédérations internationales émane du dirigeant du Comité de culture physique des sports. Les objectifs sont clairs. D'une part, utiliser le sport comme un moyen de rayonnement avec l'idée d'une diplomatie populaire soviétique puisque l'URSS cherche aussi à s'adresser à des

personnes qui ne sont pas communistes. D'autre part, utiliser le sport et la culture pour essayer de toucher d'autres publics. C'est pour cette raison qu'une orientation vers le sport de performance est privilégiée. L'entrée dans les fédérations internationales est une condition *sine qua non* pour pouvoir valider les records et pour pouvoir se mesurer avec les ennemis, qui sont encore des alliés en 1945-1946. C'est un moyen de s'étalonner avec les pays capitalistes et pour cela il faut participer aux compétitions internationales. Il y a une première phase assez courte en 1946 au Politburo qui est celui des premières intégrations intégrales aux fédérations internationales. Toutefois, ce n'est pas parce que c'est accepté en URSS que cela l'est par les fédérations internationales. S'en suit un long processus entre 1946 et 1951 durant lequel les Soviétiques sont acceptés en fonction des équilibres internes des fédérations internationales. Cela s'explique par le fait que certaines instances ont besoin des Soviétiques pour participer à l'organisation des compétitions, mais aussi parce qu'il y a des fédérations qui sont en cours de création et/ou en cours de développement. Il faut donc absolument rassembler le plus de monde possible pour augmenter leur légitimité. À chaque fois, les Soviétiques avaient trois conditions : le fait de parler russe, le fait d'avoir un vice-président et le fait d'exclure l'Espagne. Lorsque l'on analyse les correspondances avec plusieurs fédérations entre 1946 et 1952, en fonction des fédérations, réponses varies. Dans certains cas, les Soviétiques obtiendront l'intégralité de leurs conditions (exclusion de l'Espagne, poste de vice-président, l'emploi de la langue russe). D'ailleurs, ils payaient pour que la langue russe devienne la langue officielle et finançaient également les traductions. Dans d'autres cas, ils ont eu plus de difficultés à imposer leur décision aux fédérations. Tout dépendait des équilibres internes au sein de la fédération. Les Soviétiques sont très peu ajustés avec le monde du sport international. Les fédérations acceptent le fait qu'en URSS ce ne soient pas des fédérations et des sections qui dépendent du ministère. C'est avec Khrouchtchev et de manière progressive qu'ils adopteront le modèle fictif fédéral. Auparavant, il s'agissait de sections. Ce qui gêne beaucoup les dirigeants internationaux, c'est le fait qu'ils ne connaissent pas leurs homologues, ils ne savent pas où écrire, alors ils passent par les ambassades, ils passent par la vox, ils essaient de trouver les canaux pour joindre les dirigeants soviétiques. Et surtout, ce ne sont jamais les mêmes dirigeants parce que les Soviétiques pensent qu'un siège dans une fédération est le siège d'un État. Alors qu'à contrario les fédérations pensent que c'est plutôt le siège d'une personne. Il y a donc souvent du changement dans les représentants soviétiques, mais tout se stabilise à partir de 1951-1952 avec un engagement plus massif. Entre 1947 et 1951, les sorties des Soviétiques à l'étranger sont effectuées lorsque les champions sont en mesure de remporter des victoires. Lors des championnats du monde d'haltérophilie et des championnats d'Europe de lutte de 1946, l'URSS finit à deux reprises à la deuxième place du classement. Ces performances ont déplu à Staline qui aurait décidé qu'à

partir de ce moment-là, seuls pouvaient partir à l'étranger les athlètes qui étaient en mesure de remporter des victoires. Cela explique notamment le fait que les Soviétiques aient participé pour la première fois aux Jeux olympiques d'été d'Helsinki en 1952 et qu'ils n'aient pas participé aux jeux d'Oslo cette même année. Staline ayant considéré que les équipes n'étaient pas assez prêtes. De nombreuses lettres issues des archives soviétiques donnent une idée des revendications portées par les sportifs (hockeyeurs, skieurs...) et des réponses apportées par les dirigeants. Opposant un « mais nous on veut participer aux jeux » à un « non, vous n'avez pas encore assez le niveau ». L'idée consiste à frapper fort du point de vue des résultats, mais également du point de vue du comportement en essayant d'utiliser l'image des jeunes sportifs auprès de personnes qui ne sont pas conquises par le communisme ou qui gravitent déjà dans la galaxie communiste. Ils utilisent les sportifs pour présenter une image plus souriante et moins belliciste de l'URSS. Par ailleurs, dès 1952, les sportifs soviétiques se font les défenseurs de la paix contre le bellicisme américain et défendent la paix et l'amitié entre les peuples.

Le sport doit-il être la prolongation de cette paix ?

Oui et surtout le sport est un moyen de démontrer qu'on est capable de travailler en paix. Il permet d'atténuer la compétition en la mettant uniquement dans la sphère sportive. Mais parallèlement, que ce soit dans les organisations internationales ou dans les stades, il est possible d'avoir des démonstrations publiques d'amitié transnationale. C'est ce qu'il se passe en 1952, lorsque des banquets sont organisés entre les rameurs américains et soviétiques. Les Soviétiques félicitent ostensiblement leurs homologues américains. La question qui se pose c'est : est-ce que les sportifs étaient conscients ou non du rôle qu'ils jouaient ? Je ne le sais pas encore et je ne suis pas en mesure de peser s'ils croyaient vraiment être des défenseurs de la paix. Actuellement, lorsque l'on regarde toutes les personnes qui passent leur temps dans les domaines sportif et politique, on peut sans doute imaginer que pour les Soviétiques de 1952, c'était la même chose.

Est-ce que vous diriez que le sport constitue un moyen de rentrer en contact avec l'autre là où justement le biais de la dissuasion nucléaire et la peur de la guerre éloignaient les peuples qui se craignaient les uns les autres ?

Oui, c'est exactement ça. Et ce à différentes échelles. Le sport permet le contact entre les peuples c'est d'ailleurs pour cela qu'il y avait des épreuves sportives durant le Festival mondial de la paix. C'était un lieu au sein duquel le sport permettait de mettre en commun les jeunes.

Même si c'était plutôt réservé aux personnes proches du milieu communiste, on constate par exemple qu'en France des personnes pouvaient facilement participer au Festival mondial de la paix en intégrant la délégation française sans forcément être communistes. Cela a été repris par les États-Unis puisqu'à partir de 1950, le gouvernement américain va s'appuyer sur des agences pour mobiliser ses forces nationales, mais aussi pour dénoncer ce qui se passait à l'Est. En particulier, il va utiliser les sportifs comme des missionnaires de la République, de la paix et de la liberté. Ainsi, les sportifs afro-américains se rendent en Europe et dans le nord de l'Afrique pour propager une vision américaine du sport et pour ne pas laisser uniquement la place aux Soviétiques. Sous Kennedy les initiatives « people to people » se développent. Cela ne nous parle peut-être pas, mais par exemple l'attraction « *It's a Small World* » à Disneyland est issue du soutien apporté par Disney à cette initiative qui avait pour objectif de mettre en contact toute la jeunesse du monde. Parmi les programmes qui avaient cette approche de diplomatie par le bas, l'envoi de jeunes volontaires américains dans le monde entier pour développer la pratique du basket, du baseball et de l'éducation physique avait pour objectif de s'adresser non plus aux seuls sportifs de très haut niveau, mais à l'ensemble de la population. Chaque État développe ses dispositifs pour essayer de séduire les masses et pour présenter des modes d'entrées vers le sport à différents niveaux de la société.

À la page 133 de votre ouvrage, vous dites que le sport international se dirige vers la multipolarité. Dans le narratif français concernant cette époque, on parlait et on parle encore souvent de bipolarité. Comment définiriez-vous cette multipolarité ?

Cette question de la multipolarité dans le sport, c'est plutôt une revendication des pays indépendants. Les fédérations internationales et le CIO ont été formés dans un creuset un peu différent de celui des fédérations nationales, mais qui rassemblent finalement d'un côté, une forme d'aristocratie européenne avec des grands industriels et de l'autre des milieux de notables. On pense à la mondialisation du sport, mais à une mondialisation qui est dominée par l'Europe, les États-Unis et éventuellement par les représentants de l'Amérique latine. Mais jusque-là, ces personnes n'avaient pas pensé qu'il y avait d'autres acteurs qui pouvaient émerger. Pendant la guerre froide, ce qui est intéressant c'est cette quête de revendication d'une multipolarité dans le sport, d'une présence de nouveaux acteurs qui peuvent avoir à la fois un rôle dans les compétitions, c'est-à-dire pouvoir jouer d'égal à égal dans les compétitions. La première médaille sportive africaine de 1960 illustre cela. À partir de la fin des années 50, l'Éthiopie commence à s'engager dans la performance. Par manque de fonds pour tous les sports, le pays s'engage dans 23 disciplines et met des moyens pour arriver à

former des champions en faisant venir des entraîneurs de l'étranger. On perçoit bien la volonté d'aller « chercher la médaille » et celle d'avoir des représentants au sein des organisations internationales. Par exemple, pour le football ce sera le grand combat de Ohene Djan, représentant ghanéen qui va défendre l'idée d'avoir des représentants africains et asiatiques au sein de la FIFA, mais aussi d'ouvrir les compétitions aux États indépendants d'Asie et d'Afrique. Il y a eu la mise en place de stratégies internes. Des dirigeants vont chercher à s'imposer eux-mêmes et à mobiliser leur réseau notamment pour boycotter quand ils estiment qu'on ne leur donne pas assez de place. En 1966, la Corée du Nord a pu participer à la Coupe du monde de football qui se déroulait en Angleterre parce que les États d'Afrique ont boycotté le match qui devait les opposer à la Corée du Nord. Il n'y avait qu'une place pour l'Asie et l'Afrique, donc un match entre les deux meilleures équipes pour aller en phase finale. Le fait que les équipes africaines boycottent la coupe du monde de 1966 a permis de donner plus de place aux équipes africaines. C'est donc la stratégie des dirigeants du football africain, mais il existe d'autres stratégies. Par exemple, après avoir organisé les Jeux panasiatiques de 1962 en Indonésie desquels les délégations taïwanaise et israélienne ainsi qu'un des représentants du CIO indien ont été exclus à la suite de différents faits, Soekarno décide - pour mettre fin à l'impérialisme occidental au sein du CIO - de développer leurs propres jeux. Il remet en question l'apolitisme du sport et revendique la volonté de créer des jeux politiques pour les pays non-alignés. C'est comme cela que les jeux des forces émergentes apparaissent en 1963 avec comme grand soutien la Chine de Mao. Cette dernière refuse également l'ordre occidental dans le monde du sport. Elle avait décidé de quitter une partie des fédérations internationales - à l'exception de celle de tennis de table - et du CIO, à cause de Taiwan et pour des raisons politiques. L'URSS soutient la position chinoise, mais demeure très embarrassée puisque son terrain de lutte se trouve au sein du CIO. Elle préfère donc lutter au sein du CIO pour la reconnaissance du Vietnam du Nord, de la RDA, etc. Le fait d'avoir Soekarno et Mao qui décident de soutenir les jeux des forces émergentes déstabilise les positions de l'URSS au sein du CIO. Cependant elle est obligée de leur apporter son soutien puisqu'elle a peur que la Chine séduise de manière trop importante les pays non alignés par ce biais-là. L'URSS défend les jeux des forces émergentes, mais pas les équipes, parce que s'il y avait des équipes officielles, les sportifs qui étaient à Jakarta n'auraient pas pu participer aux Jeux olympiques de Tokyo. Il y a un ensemble de stratégies qui sont mises en place pour éviter que l'URSS se fasse trop sanctionner. C'est le jeu des forces émergentes. Ils étaient aussi soutenus par l'Égypte, qui devait organiser les deuxièmes jeux des forces émergentes en 1967. Ces jeux n'ont finalement pas eu lieu pour des raisons d'ordre politique (intérieure). Certains pays soutenaient très peu l'URSS qui était satisfaite que ces jeux ne perdurent pas parce

qu'elle était sur deux tableaux difficilement conciliables : celui des organisations internationales et celui de son expansionnisme.

C'est un peu paradoxal, comme vous le disiez, il y a le CIO « aux mains des Occidentaux » et puis les forces d'opposition. Finalement, l'Union soviétique choisit d'intégrer le camp occidental pour essayer de le transformer de l'intérieur.

Exactement, il convient de s'attarder sur les rapports de force existants dans les années 50, ils sont très faibles, mais au milieu des années 60, l'URSS commence à avoir des positions assez fortes au sein du CIO. Elle a engagé des rapports de force avec la direction du CIO pour pouvoir placer des vice-présidents et elle porte également un projet politique en interne. Excepté sur la période allant de 1959 à 1961, les représentants soviétiques au CIO ont soutenu deux projets de réorganisation pour tendre vers une organisation plus démocratique. Ils ont notamment soutenu le fait qu'il y ait membre par État comme à l'UNESCO et à l'ONU, et non pas des membres qui soient cooptés et qui soient des représentants de l'olympisme dans leurs États. L'URSS souhaitait la mise en place d'une organisation qui permette une représentation des comités nationaux, ainsi qu'une d'ouverture aux représentants des pays non alignés aux vice-présidences. Elle s'est également engagée en faveur d'un système d'aide aux pays en voie de développement, mais par le biais du CIO parce qu'elle avait aussi ses propres dispositifs d'aide en parallèle. Cela relevait d'une volonté de mettre en commun et de contrôler les échanges. Si au sein d'une commission, chacun déclare qui apportera de l'aide à qui cela permet d'avoir une plus grande visibilité, une plus grande transparence.

Peut-on dire qu'à un moment donné la guerre froide du sport a été scénarisée dans les médias ?

Les médias scénarisent cette guerre froide comme ils scénarisent le Tour de France par exemple. Ce sont les contraintes du journalisme, il faut raconter l'événement sportif, trouver des éléments, alors on trouve les oppositions nationales, on trouve les derbys entre quartiers, qui s'appuient sur des substrats historiques. Il y a plusieurs phases dans cette scénarisation et dans l'usage du scénario de guerre froide comme un moyen de promouvoir le spectacle sportif. Si l'on prend l'exemple du match de water-polo entre la Hongrie et l'URSS en 1956, finalement, c'est un simple match. S'il n'y avait pas eu l'insurrection à Budapest, les journalistes qui étaient présents n'auraient pas qualifié ce match de « revanche des Hongrois ». C'est le contexte immédiat qui donne une autre signification au match. Selon moi,

la scénarisation vient plus tard. À partir du moment où les promoteurs du spectacle sportif organisent par exemple des tournées aux États-Unis qui mettent en scène la venue des Soviétiques pour des matchs de hockey, de gymnastique ou encore de basket, cela constitue un moyen de montrer que la guerre froide a lieu et que c'est l'ennemi qui vient. Cela permet de faire venir les spectateurs et les spectatrices. Les journaux utilisent également cela pour augmenter leurs ventes. Le fait de transcrire l'événement sous cette forme d'opposition entre l'Est et l'Ouest c'est un moyen de susciter l'intérêt et de garder du suspense. Le scénario de guerre froide devient un argument de vente du spectacle sportif durant les années 70. Il faut bien imaginer que les Soviétiques y trouvent également leur compte parce qu'ils réalisent qu'ils peuvent monnayer leurs sportifs et qu'en les envoyant en tournée cela peut s'avérer rentable. Le sport étant coûteux parce qu'il induit le paiement des moyens de transport et des hôtels à l'étranger, cela permet aux Soviétiques d'apporter des devises.

C'est très paradoxal et c'est bien illustré dans le film documentaire « Red Army » de Gary Polski dans lequel il montre que dans les années 80, certains athlètes partaient au Canada et aux États-Unis. Ils se retrouvaient sur les plateaux télé et jouaient à des jeux étranges notamment lorsqu'ils tiraient le palet sur des matriochkas. Ce jeu soviétique sera vendu au capitalisme américain.

Cela correspond à une demande de techniciens très forte dans les pays occidentaux. Au cours de mon expérience au sein des archives de l'ambassade d'URSS à Paris, j'ai pu constater qu'il y avait une forte demande pour que les sportifs soviétiques viennent en tournée et en meeting. Ces sportifs attiraient les spectateurs et spectatrices. Cela leur permettait de construire une réputation internationale.

Et de construire une mémoire.

Ainsi qu'une mémoire des événements et de ces manifestations, qui a aussi tendance à orienter les visions *via* cet unique prisme. Je citais l'exemple du hockey pour le Canada, mais ce n'est peut-être pas le seul sport pour lequel il y a eu des échanges.

En 2016, des enquêtes portant sur les JO de Los Angeles de 1984 - notamment celle du New York Times – ont montré qu'il y avait potentiellement un programme de dopage qui avait été préparé par les Soviétiques. Il devait y avoir un bateau stationné dans la baie de Los Angeles avec en son sein un laboratoire qui aurait notamment permis d'échanger les urines. Auriez-vous des informations à ce sujet ?

Je n'ai pas d'information, mais ce que j'ai constaté lors de la consultation des archives des années 1980, c'est que les Soviétiques travaillaient sur les transfusions sanguines, autrement dit l'usage de son propre sang pour se doper. Sur ces questions de dopage, il faut toujours porter une attention particulière aux anachronismes et remettre les situations dans les configurations de l'époque. Pour les Jeux olympiques de 1984, il faut plutôt s'attarder du côté des organisateurs qui ne voulaient surtout pas exercer de contrôle antidopage, parce que cela engendrerait des coûts et que leur objectif était de faire des bénéfices. En effet, les contrôles antidopage nécessitent des ressources humaines importantes et un savoir-faire technique. Les dirigeants du comité d'organisation des Jeux olympiques de Los Angeles se sont également opposés aux contrôles antidopage parce que cela nuisait à l'aspect du spectacle sportif alors qu'ils prônaient des performances. De plus, la disparition de dossiers de contrôle antidopage concernant les athlètes américains durant les JO de Los Angeles a été démontrée par Thomas Hunt. De la même façon que les contrôles antidopage avaient été réalisés de manière plus souple pour les athlètes soviétiques (malgré l'existence d'un laboratoire) lors des jeux qui se déroulaient à Moscou, les athlètes américains ont également bénéficié d'une certaine souplesse. Les Soviétiques redoutaient les laboratoires de contrôle de RDA parce que cette dernière était très au point sur la manière de détecter le dopage. La RDA s'était proposée pour faire les contrôles antidopage d'autres compétitions internationales parce qu'elle disposait d'un laboratoire très performant. Les Soviétiques ne voulaient pas que ce soit la RDA qui gère cela par peur qu'elle dispose des données de leurs propres sportifs. On a donc tendance à penser aux Soviétiques s'agissant des affaires de dopage, mais les Américains ne sont pas en reste. De fait, il existe également des performances exceptionnelles qui ont un peu plus tard été remises en cause.

Ces documents montreraient qu'il y avait un plan pour doper de façon systématique les athlètes soviétiques et les rendre plus performants, existe-t-il des similitudes entre ce moment-là et les JO de Sotchi ?

Je dirais plutôt que ce sont les personnes qui ont réalisé des recherches à ce sujet qui ont construit ces similitudes et fait un parallèle. Et en effet, il y avait une histoire de bateau qui devait accueillir la délégation soviétique, mais c'était un fait dont ils étaient assez coutumiers.

Les Soviétiques voulaient faire la même chose à Melbourne en 1956. Et justement, un des points de cristallisation et de crispation, réside dans le fait que les organisateurs américains ne souhaitent pas qu'il y ait ce bateau.

En réponse, les Soviétiques affirmaient que la sécurité des athlètes ne serait pas respectée. Sur quel fait cet argument repose-t-il ?

Comme beaucoup de dirigeants d'États, les Soviétiques ont été traumatisés par le carnage de Munich en 1972. Il n'y avait pas de village olympique unique et les villages olympiques des jeux de Los Angeles se trouvaient dans les universités, donc la question de la sécurisation était plus compliquée que lorsqu'il y avait village olympique entouré de barbelés comme c'était le cas à Séoul en 1988. L'argument de la sécurité tient la route. J'ai pu lire dans des documents sur lesquels j'ai travaillé qu'il y avait une réflexion sur la manière de développer l'usage de la transfusion sanguine comme moyen dopant systématisé dans un bateau. Cependant, je n'ai pas eu les documents en ma possession.

Concernant la scientifisation de la performance sportive, on se focalise souvent sur le dopage et les aspects négatifs. Pourtant, le sport en Union soviétique a mis à contribution de nombreux scientifiques pour tenter d'améliorer la performance.

Justement, cela fait partie des éléments que je souhaitais montrer dans cette guerre froide du sport. L'un des effets de la guerre froide est le développement des sciences du sport et la quête de la performance. La concurrence très forte, les effets d'entraînement entre pays, la concurrence entre les pays plus petits qui veulent suivre les grands pays, amènent chacun à engager des moyens sur la recherche dans le sport, à développer des centres de performance et des instituts nationaux de recherche. Il y a un effet global qui conduit les sciences du sport à se développer de manière autonome et à se spécifier (physiologie, biomécanique, psychologie du sport). Dans les années 70, de grandes organisations internationales de chercheurs dans ces domaines sont créées, elles constituent des passerelles est-ouest. Ce sont des espaces au sein desquels ces savoirs sportifs circulent par les revues, dans les centres de documentation de ces instituts nationaux qui achètent les revues à l'étranger pour observer les programmes d'entraînement et essayer de faire passer les méthodes d'entraînement de l'Est à l'Ouest. De grands congrès réunissent les chercheurs en médecine du sport. Ils permettent de réaliser un état de l'art de ce qu'il se passe à l'étranger parce que chacun présente les résultats de ses expérimentations, mais c'est également un moyen de montrer l'avance d'un pays sur des thématiques par rapport à d'autres. Cela explique le fait que les

États investissent dans la recherche, qu'ils envoient des spécialistes dans les compétitions internationales pour filmer et analyser. C'est un des effets de la concurrence qui aura permis aux chercheurs d'investir cet espace et de rendre le sport plus scientifique.

Il y avait une volonté de rationaliser la performance sportive, comme il y avait une volonté de rationaliser les arts.

La rationalisation de la performance sportive passe par l'idée d'optimisation. Cela vient aussi du raisonnement appliqué au monde du travail et à l'ergonomie au travail. Comment faire pour que les personnes soient moins fatiguées au travail ? Comment faire des gestes plus rationnels ? Ce sont les mêmes biomécaniciens qui ont travaillé à partir du cas de figure relatif au piano. Comment faire le bon geste ? Comment faire le bon geste avec le marteau ? Et puis comment faire le bon geste dans le sport ? Bernstein a créé une école qui n'était pas une école officielle, mais les disciplines qui y étaient enseignées dans les années 60 ont contribué au développement de la cybernétique, c'est-à-dire l'usage de l'informatique appliquée au corps. Les Soviétiques ne disposaient pas d'ordinateurs assez puissants pour faire cela. Ces plateformes internationales ont donc représenté un moyen d'obtenir des collaborations internationales dans ces domaines. Le grand pape du contrôle du mouvement, du contrôle moteur et de l'usage de la cybernétique appliquée au corps est parti comme les hockeyeurs en Pennsylvanie dans des universités américaines et aujourd'hui c'est depuis les États-Unis qu'il développe ces aspects initiés en URSS. Il y a une notion de construction de champions scientifiques. En URSS, des moyens ont été mis en place pour le sport, il y avait des revues scientifiques sur ce domaine-là, des instituts et une forme de structuration de la recherche assez originale avec des instituts nationaux et des départements de théorie des sports (théorie du handball, théorie du basket, etc.) qui permettaient d'améliorer les techniques d'entraînement. En parallèle, il y avait aussi des départements de psychologie du sport, de biomécanique et l'nstitut panrusse de recherche scientifique en physique expérimentale (VNIIEF) qui était un centre de recherche sur les questions d'optimisation du mouvement sportif. Ce centre développé à la fin des années 30 comptait dans ses rangs les meilleurs médecins du sport, biophysiciens et biomécaniciens. On y exerçait et développait une recherche de pointe en sciences du sport. Une des médecins du sport les plus réputées de l'Union soviétique évoluant au sein du VNIIEF, est d'ailleurs devenue membre de la commission médicale du CIO aux côtés d'un Américain. Des scientifiques deviennent des experts et cela participe à la standardisation du sport international du point de vue des normes de dopage. C'est donc à la fois les mêmes personnes qui produisent et informent localement. Ce sont aussi des médecins qui bénéficient d'une confiance et qui croient en la médecine du

sport. La question compliquée qui subsiste est la suivante : est-ce que prime l'intérêt national, l'intérêt de la science ou l'intérêt du sport dans ce domaine-là ? Il y a forcément des intérêts parce que finalement le fait de participer à ces commissions apporte des ressources supplémentaires. De plus, pouvoir voyager en Suisse et dans le monde pour se rendre dans les compétitions internationales lorsque l'on est soviétique et en Union soviétique représentait un privilège incroyable.

Les jeux de l'amitié qui sont créés en 1984 par les Soviétiques au moment du boycott pour continuer d'exister d'un point de vue sportif, avaient pour objectif de concurrencer modestement les JO américains. Ces jeux de l'amitié ont ressuscité le 24 février 2022 donnant la sensation que sous Vladimir Poutine, à l'ère de la guerre en Ukraine, il y a encore cette volonté de chercher à construire un monde du sport alternatif pour contrer l'exclusion. Il est impossible de savoir si Vladimir Poutine savait que l'invasion provoquerait l'exclusion de la Russie pendant quelque temps. Comment voyez-vous cela ?

Alors sur cette compétition de rouge basque, c'était des compétitions à l'échelle du bloc soviétique. Les combats de boxe se disputaient à La Havane pour montrer l'unité dans la diversité du bloc socialiste. Poutine a un rapport au futur qui ne se vit que dans le passé donc son usage de la politique mémorielle n'est pas étonnant. Il essaye de singer l'Union soviétique et en particulier celle des années 70. Mais cela montre une forme de difficulté à se projeter dans un avenir différent. Certaines compétitions alternatives ont déjà eu lieu notamment en natation. Elles rencontrent du succès avec des participants habituels, mais elles restent des compétitions de seconde zone puisque, si des athlètes performants souhaitent participer aux Jeux olympiques cela peut se retourner contre eux. Finalement, je reste sceptique sur le succès de ce genre de compétition. Toutefois en faisant cela, il s'adresse à son public phare qui regarde la télévision, donc les personnes de plus de 50 ans qui ont vécu les jeux de Los Angeles, qui ont vécu ces jeux de L'Amitié. Il parle à son public, mais pas forcément en les projetant vers un avenir radieux.

On perçoit les nombreux conflits existants entre les États à travers le sport. Dans un monde multipolaire dans lequel chaque pays suit ses propres intérêts et dans lequel l'influence de l'Occident décline - dans une certaine mesure – face à la concurrence des puissances émergentes, serions-nous entrés dans une forme de nouvelle guerre froide du sport ?

La période de la guerre froide était conflictuelle sous d'autres aspects. Il y avait de nombreux conflits qui se rejouaient aussi dans le monde du sport : les conflits israélo-arabes, les conflits avec l'Afrique du Sud, et ceux entre les États africains. Souvent, à travers le prisme de la Guerre

froide est-ouest, on oublie que cette période a été marquée par un ensemble de conflits. De manière structurelle, les organisations internationales du sport ont essayé tant bien que mal de garder leur indépendance par rapport aux États, tout en restant dépendantes de ces derniers pour fonctionner (financement, système politique de performance des athlètes). En parallèle, il y a des États qui essayent au maximum de politiser et d'utiliser l'espace international des sports comme un moyen de rayonnement. C'est un jeu d'équilibre entre les organisations qui sont puissantes, parce que le CIO parvient toujours à faire plier ses ennemis et tous ceux qui essayent de construire des projets contre le CIO. La question se pose également d'un point de vue du droit. Qui donne le droit et qui produit le droit du sport ? Cela constitue un enjeu entre le CIO et le tribunal arbitral du sport qui s'est autonomisé du CIO, mais qui est une créature du CIO. Cela constitue donc un tribunal d'arbitrage avec des arbitres qui ont souvent des intérêts dans le milieu sportif, et des grandes puissances comme les États-Unis qui essaient d'utiliser l'extraterritorialité de leur droit pour mettre à plat le sport. Chaque État utilise les outils qu'il a à disposition pour essayer de donner le « la » dans le milieu du sport face à une organisation qui en a besoin, mais qui essaie toujours de s'en éloigner au maximum. C'est davantage un jeu d'équilibre qu'un moment de grandes ruptures.

C'est ce qui se passe maintenant, avec la réintégration ou non des athlètes russes et Bélarus sous bannière neutre aux JO, on sent bien en ce moment que c'est le CIO qui prendra la décision qu'importe l'avis des États.

C'est une organisation en symbiose, c'est-à-dire que le CIO et les fédérations internationales qui pèsent sur l'ordre international du sport essayent au maximum de s'éloigner des États et d'être autonomes, mais en maintenant des bonnes relations pour pouvoir peser de temps en temps sur les décisions. De leur côté, les États essaient de s'emparer ou de s'infiltrer dans le monde du sport, d'y peser et le CIO à chaque fois essaye de structurer ce prétendu apolitisme du sport, cette séparation de la politique et du sportif, qui demeure justement un moyen de conserver leur autonomie. En conclusion, je pense que le CIO a peu de raison d'avoir peur d'organisation parallèle au sport. Il a une trop grande force, une trop grande légitimité, un pouvoir de consécration trop important.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
SPORT&
GÉOPOLITIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.